

GUINEE (CONAKRY) : FICHE PAYS – MAI 2024



Catégorie OCDE (2023) : 7/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : -
 Change : franc guinéen / Régime de change flottant dirigé
 Horizon de l'objectif de réduction des GES : -13% à horizon 2030

FORCES

- Importantes réserves de minerais (bauxite, or, minerai de fer)
- Potentiel hydroélectrique
- Dette publique et extérieure modérées

FAIBLESSES

- Forte dépendance au secteur minier
- Déficit courant très élevé
- Tensions politiques et sociales

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : négative.

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : les perspectives de croissance guinéenne sont obscurcies en 2024 par les conséquences de l'explosion du dépôt de carburant intervenu fin 2023, en particulier en termes de hausse des prix. Le FMI table sur +4,6% en 2024 (+5,7% en 2023) mais sur un rebond à +5,6% en 2025. Outre les incertitudes liées à la situation internationale, la situation politique et sociale de la Guinée constitue une source d'aléas de plus en plus importante avec l'accentuation du mécontentement de la population.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit budgétaire devrait se creuser en 2024 à -3% du PIB avec la hausse des dépenses d'investissement et le maintien partiel de subventions (énergie). Il pourrait se réduire en 2025 avec la progression des revenus et se stabiliser autour de -2,5% du PIB. Le repli de la dette publique entamé dès 2021 devrait se poursuivre, amenant le ratio à 35% du PIB en 2024, soit l'un des plus faibles au sein de la CEDEAO* et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (57% en 2024). La dette domestique est toutefois source de vulnérabilités.
- Vulnérabilité extérieure : la Guinée est très dépendante des exportations de produits miniers (or, aluminium) et devrait continuer à bénéficier du niveau élevé des cours de ces produits. Les importants besoins de biens et services ainsi que le prix de l'énergie importée devraient maintenir le déficit courant élevé, autour de -10% du PIB. L'endettement extérieur (de l'ordre de 20% du PIB) est peu élevé et sa structure (majoritairement concessionnelle) est favorable. Le niveau des réserves de change est faible, couvrant à peine 2,5 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur a bien résisté à la crise en raison des mesures de soutien de la Banque centrale. La concentration des crédits au secteur privé sur le tertiaire (commerce/ restauration) est source de vulnérabilité. Les prêts non performants sont en hausse mais le niveau de capitalisation reste satisfaisant.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : En 2021, le Président A. Condé, réélu pour un troisième mandat en 2020 à l'issue d'une élection contestée, a été renversé par un coup d'Etat dirigé par M. Doumbouya, chef des Forces spéciales. Le Président de la transition a, sous pression de la CEDEAO, limité la durée pendant laquelle il doit rester au pouvoir à deux ans comptés de janvier 2023. Le non-respect de cet engagement pourrait conduire la CEDEAO à imposer des sanctions économiques et accentuerait les tensions sociales.
- Climat des affaires : la Guinée est moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins (Sénégal, Côte d'Ivoire notamment). La faiblesse du cadre juridique et les lourdeurs administratives ainsi que la corruption continuent à peser sur le climat des affaires.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : la Guinée est très vulnérable aux changements climatiques (159^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse. Ses émissions de GES, provenant pour l'essentiel de la production d'énergie, restent relativement faibles (52^{ème} sur 158 pays) et ont tendance à ralentir (+ 3,7%/an en moyenne entre 2014 et 2018 contre +4,4%/an au cours des quatre années précédentes). Le nouveau gouvernement s'est exprimé en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers. Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique sous exploité.

* Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Or	45,8%	Pétrole	29,0%
Minerais (bauxite)	44,8%	Véhicules	6,0%
Fruits	1,3%	riz	4,0%
		Médicaments	4,0%

Source: INS Guinée

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Inde	25,9%	Chine	18,3%
E.A.U.	15,1%	Inde	11,1%
Chine	13,0%	Pays-Bas	8,2%
Ghana	6,7%	Belgique	7,5%
France (10 ^{ème})	1,5%	France (7 ^{ème})	5,3%

Source: FMI, DOT



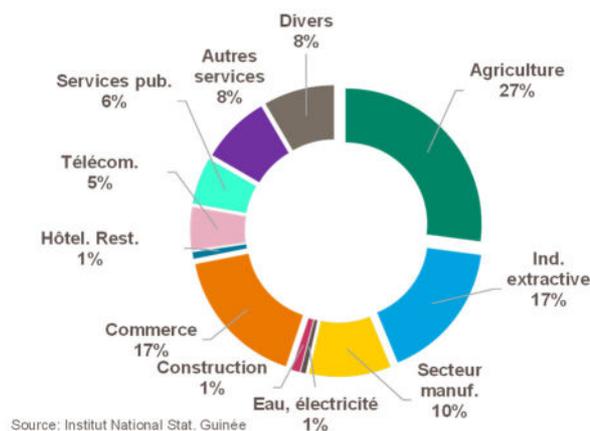
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GUINEE	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	13	14	16	20	23	25	27
<i>Rang PIB mondial</i>	134	128	127	119	115	114	112
Population (Mns)*	13,6	14,0	14,3	14,7	15,0	15,4	15,8
<i>Rang Population mondiale</i>	73	73	72	72	71	71	70
PIB / habitant (USD)	986	1 009	1 140	1 335	1 529	1 651	1 722
Croissance PIB (%)	5,6	4,7	5,6	4,0	5,7	4,1	5,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,5	10,6	12,6	10,5	7,8	11,0	10,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	38,6	47,8	42,7	40,2	40,3	35,1	32,6
Solde public (% PIB)	-0,3	-3,1	-1,7	-0,9	-1,6	-3,0	-2,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	3,4	5,0	4,4	6,9	6,9	4,1	0,0
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-15,5%	-16,2%	-2,5%	-8,6%	-8,7%	-10,6%	-10,0%
IDE (% du PIB)	14,5%	9,6%	10,5%	10,4%	9,3%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	3,6	3,6	2,6	2,6	2,5	2,2	2,3
Dette extérieure totale (% PIB)**	26%	29%	29%	24%	21%	21%	22%
Dette extérieure CT (% PIB)**	1,4%	1,1%	1,4%	1,3%	NA	NA	NA
Taux de change	9 184	9 565	9 804	8 783	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	15,4	14,0	18,5	16,5	NA	NA	NA
Taux de NPL	9,9	9,4	9,2	10,9	NA	NA	NA
ROE	20,5	25,2	24,7	17,7	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	184	185	185	188	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	152	156	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	147	146	143	143	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	152	151	159	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 04/2024);*Banque Mondiale;**Oxford Economics

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Guinée : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2021)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'industrie minière, secteur clé de l'économie**

La Guinée possède les **premières réserves mondiales de bauxite** (7,4 Md t. soit environ le quart du total) utilisé pour la fabrication d'aluminium. Le pays est, depuis 2019, le 2^{ème} producteur mondial de bauxite derrière l'Australie (devant la Chine). **La transformation locale de bauxite est une priorité** du gouvernement de transition mais nécessite d'importantes dépenses en énergie, une montée en compétence des travailleurs et surtout des financements que le pays peine à lever. Début 2023, une seule usine était opérationnelle.

Le pays est également un important producteur d'or et doit devenir un acteur majeur sur le marché du minerai de fer grâce à l'exploitation de Simandou, considéré comme l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde. Suspendu en 2022 en raison de retombées jugées insuffisantes pour le pays par le gouvernement de transition, le projet a été relancé par la signature d'un accord de co-développement entre l'État guinéen et les opérateurs Winning Consortium Simandou (WCS) et Rio Tinto Simfer en février 2024. Le lancement de la production est annoncé pour fin 2025.

La Guinée disposerait aussi de réserves de **lithium** et **d'autres minerais** entrant dans la composition des batteries. Le pays développe en outre des capacités de production de **gaz liquéfié** (GNL) en partenariat avec West Africa LNG sur la côte nord du pays (Kamsar).

Le secteur primaire (production agricole, pêche et élevage), pèse pour plus du quart du PIB. La production agricole concentrée sur **l'arachide**, le **café**, le **coton** et le cacao, **figure parmi les priorités du gouvernement** et bénéficie d'un soutien financier de la Banque Mondiale, en vue de diversifier l'économie et réduire sa dépendance à l'exploitation minière.

Dans le tertiaire, les services de **communication** et **transport** mais surtout le **commerce**, sont dominants, grâce notamment à l'activité du **port de Conakry**. Le pays développe également les activités du secteur du digital avec l'ouverture fin 2022 d'« Orange Digital Center », un écosystème dédié au numérique.

- **Des perspectives de croissance assombries par l'explosion du dépôt de carburant fin 2023**

La croissance guinéenne avait résisté à la crise sanitaire en 2020 (+4,7%) **puis aux conséquences de la crise en Ukraine en 2022** (+4,3%) grâce au dynamisme de son activité minière. L'activité a accéléré en 2023, portant la croissance à +5,7%.

En 2024, les conséquences de l'explosion du principal dépôt de carburant du pays (Kaloum), en décembre 2023, devraient peser sur la croissance. L'interruption de l'approvisionnement en essence pendant plusieurs semaines a freiné l'activité. Le secteur

minier, qui a bénéficié prioritairement des sources alternatives d'approvisionnement, a toutefois été largement préservé.

L'inflation, déjà élevée en 2023 (autour de 8%) pourrait accélérer cette année avec la probable hausse des prix de l'essence, que la Guinée doit se procurer auprès de pays voisins¹ (coût supplémentaire lié au transport), malgré l'annonce faite par les Autorités guinéennes que le prix de l'essence n'augmenterait pas. La consommation devrait en souffrir. **La Banque centrale de Guinée**, qui contrairement à la majorité des institutions du continent avait maintenu son taux inchangé (11,5%) depuis mai 2020, a annoncé une baisse de 50 pb en septembre 2023, pour soutenir la croissance malgré les pressions inflationnistes.

Les performances en matière de production minière et le soutien de l'Etat devraient permettre d'atténuer le **tassement de la croissance à environ +4% en 2024.**

En 2025, l'amélioration de l'approvisionnement en carburant devrait favoriser la modération des prix et l'accélération de la demande mondiale, notamment pour la bauxite, soutiendrait l'activité. Par ailleurs, la réalisation des projets d'infrastructure (centrale hydroélectrique d'Amarian, projets miniers de Simandou et Liniero), soutiendra les investissements. Sous réserve de l'absence de forte détérioration de la situation politique et sociale et/ou de la dégradation de l'environnement international, **la croissance devrait ainsi accélérer en 2025 à plus de +5,5%**. A plus long terme, le Plan de Relance Economique-(PRE) du gouvernement de transition devrait être favorable à l'activité.

Les prévisions à court comme à moyen terme restent cependant soumises à d'importants aléas liés notamment à l'évolution de la situation internationale (en Ukraine et au Moyen-Orient) et des conditions de financement, mais aussi nationale. Les risques de dégradation de la situation politique et/ ou sociale liés à l'incertitudes sur le retour des civils au pouvoir rendent les investisseurs prudents.

- **Un secteur bancaire peu développé**

Le secteur bancaire guinéen comptait fin 2020 dix-huit établissements bancaires. Les huit plus grands établissements (ECOBANK, SG Guinée et BICIGUI, ORABANK, VISTA BANK, BPMG, AFRILAND et UBA) concentraient à cette date 80% des parts de marché, les trois premiers représentant à eux seul près de 50% des actifs du secteur et des dépôts et 52% des crédits.

Le ratio de capitalisation, en repli, reste satisfaisant, à 16,5% en 2022, dernière donnée disponible (18,5% en 2019). Le taux de prêts non performants a progressé en 2022 à 11%. Selon un rapport de la Banque centrale publié en octobre 2023², la qualité des portefeuilles

¹ Côte d'Ivoire, Sierra Leone en particulier

² Rapport politique monétaire T2 2023



bancaires s'améliorerait avec une baisse de 7% en g.a. des créances douteuses à fin juin 2023.

En 2022, selon les estimations du FMI, 40% des crédits seraient destinés au secteur public. Les prêts au secteur privé restent concentrés sur un petit nombre de secteurs, en particulier les transports (de l'ordre de 25% des crédits) et le commerce (18% environ), deux secteurs sur lesquels les taux de créances douteuses sont également les plus élevés (respectivement supérieurs à 10% et 20%).

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Dégradation modérée des finances publiques**

Après une **nette dégradation du solde public en 2020** (-3% après un quasi-équilibre en 2019) en lien avec le plan de riposte à la crise sanitaire, le déficit s'est réduit **en 2021-22** grâce au dynamisme de l'activité et au report de certains projets d'investissements. **Les subventions sur l'énergie ont à nouveau dégradé le solde en 2023** (-2,3%).

Les dépenses devraient rester élevées en 2024, en raison de la réalisation de projets d'investissement dans le cadre du Plan de Relance et de la construction de nouveaux dépôts de carburant. Le coût de la sécurisation de sources alternatives d'essence devrait également peser sur le budget. En outre, les recettes fiscales devraient être réduites par le ralentissement de l'activité et de la perte de taxes perçues par l'Etat sur le stockage de carburant. Les efforts de mobilisation des recettes fiscales, notamment provenant du secteur minier (introduction d'un prix de référence pour l'exportation, nouveau code fiscal de 2022) doivent toutefois éviter une trop forte dégradation du solde. Le déficit **budgétaire pourrait se stabiliser autour de -2,5% / -3% du PIB à l'horizon 2026 selon le Ministère du Budget** un niveau qui reste modéré, inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne - 3,7% en 2024 et - 3,4% en 2025 selon le FMI³.

- **Risque modéré de surendettement public**

Le ratio de dette publique a baissé depuis 2021 grâce à l'amélioration de la situation budgétaire et à l'appréciation du franc guinéen. L'encours de dette publique était estimé à 40 % du PIB à fin 2023 (48% en 2020). La tendance à la baisse pourrait se poursuivre en 2024-25, avec **l'apurement des arriérés intérieurs**. Les besoins de financement pour les projets d'infrastructure et miniers devraient limiter la baisse par la suite.

³ REO avril 2024

⁴ Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique

Le niveau d'endettement de la Guinée devrait ainsi rester **l'un des plus faibles de la CEDEAO⁴**, et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (58,5% en 2023)³.

La part de l'endettement domestique s'est progressivement réduite pour atteindre 45% en 2022 (50% en 2018). La dette locale est composée majoritairement de titres à court terme (moins d'un an) et d'avances / dette auprès de la Banque centrale. Les autorités souhaiteraient allonger la maturité des titres de dette publique mais le marché local est peu développé.

La dette externe (libellée en devises) représente désormais 55% du total (50% en 2018). Son poids devrait continuer à progresser pour financer les projets d'infrastructure.

Le service de la dette (principal et intérêts) représentait en 2022 (dernières données disponibles) de l'ordre de **64% des revenus de l'Etat** (dons compris). Ce poids est lié essentiellement au **service de la dette domestique, qui représentait 90% du total en 2022**. **Le risque de surendettement public reste modéré** mais la dette domestique présente des risques de refinancement.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance aux produits miniers**

Environ 90% des recettes d'exportation proviennent de la vente de produits miniers (or, bauxite, diamants). La Chine importe de Guinée environ la moitié de ses besoins en bauxite.

Après la chute des prix observée en 2019 (-15%), les cours de l'aluminium ont nettement augmenté jusqu'au 1^{er} trimestre 2022 avant de retrouver des niveaux comparables à ceux de mi-2021. Ils devraient rester élevés. La progression des cours de l'or reflète sa qualité de valeur refuge dans un contexte international très incertain



Les volumes de production des produits miniers devraient continuer à progresser avec la hausse des capacités. La décision de l'Indonésie de suspendre ses

et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.



exportations de bauxite pourrait en outre conduire la Chine à se tourner davantage vers la Guinée. Les exportations dépendront toutefois de la croissance de l'économie en Chine, destination de l'ordre de 80% de la bauxite guinéenne vendue à l'étranger.

Au niveau mondial, les prix des produits alimentaires étaient en repli en 2023 mais ceux de l'énergie restent élevés, limitant la baisse du coût des importations. Le pays a en outre un important besoin de biens et services étrangers pour la réalisation de ses projets miniers et d'infrastructure.

Le déficit courant devrait rester élevé, de l'ordre de - 10% du PIB en 2024-25 selon les prévisions du FMI.

Depuis janvier 2022, la Guinée est exclue de l'accès privilégié au marché des Etats-Unis au titre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) en raison du coup d'Etat. Les conséquences sont toutefois limitées pour la Guinée alors que les Etats-Unis pèsent pour moins de 1% de ses exportations.

Les investissements directs étrangers (IDE) restent essentiels pour le pays mais concentrés dans le secteur minier. Les flux pourraient pâtir des incertitudes politiques. Le gouvernement devrait cependant être attentif à préserver l'attractivité du pays. En tout état de cause, les IDE restent insuffisants pour couvrir les importants besoins de financement extérieur du pays, impliquant le recours à l'endettement extérieur.

- **Dettes externe modérée**

La dette extérieure guinéenne est **exclusivement publique**. Le pays a bénéficié d'une **annulation partielle dans le cadre de l'initiative PPTE⁵** qui lui a permis de ramener le ratio de dette externe de plus de 110% du PIB en 2005 à moins de 20% du PIB en 2013. **La dette a progressé jusqu'en 2021** (à près de 30 % du PIB), **pour financer des projets d'infrastructure avant de baisser aux alentours de 20% du PIB en 2023.**

A fin 2022, la dette extérieure guinéenne était constituée **quasi-exclusivement de dette concessionnelle**, bilatérale (50% du total) et multilatérale (49%)⁵.

En avril 2024, le pays a bénéficié d'un prêt de 300 M\$ de la Banque d'investissement et de développement (BIDC), organisme de financement de la CEDEAO pour des projets dans différents secteurs. L'organisation avait levé en février les sanctions imposées à la suite du coup d'Etat⁶. Par ailleurs, en février 2024, la Guinée a reçu des engagements d'investisseurs émirati pour 7 Md\$ destinés à financer des infrastructures, notamment un

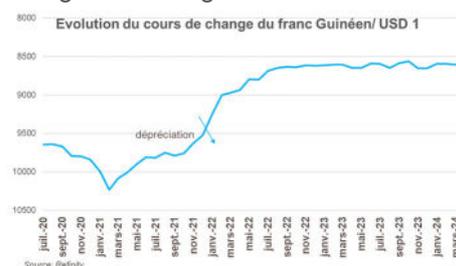
nouveau dépôt de carburant. Enfin, des discussions auraient été engagées début 2024 avec le FMI pour bénéficier d'un financement d'urgence.

La dette vis-à-vis de la Chine représente plus du tiers de la dette extérieure de l'Etat guinéen (en prenant en compte la dette commerciale due majoritairement à la banque chinoise ICBC). La dette extérieure est libellée majoritairement en USD (43%) et en euros (21%).

Le ratio de service de la dette / exportations est estimé à 3% pour 2023 par le FMI⁷, nettement inférieur au seuil préconisé (10%). **Le risque de surendettement extérieur de la Guinée demeure modéré**, mais vulnérable à la baisse de ses recettes d'exportation et à l'évolution du cours du franc guinéen.

- **Stabilisation du cours du franc guinéen**

Depuis 2018, la banque centrale (BCRG) a fait évoluer la politique de change afin d'améliorer la flexibilité du taux de change du franc guinéen.



Fin 2020, les règles des opérations d'achat / vente sur le marché des changes ont été revues pour limiter et rendre plus transparente l'intervention de la BCRG. Le franc guinéen s'est déprécié face au dollar jusqu'au début 2021 avant de se réapprécier en 2021 et 2022, grâce notamment à l'augmentation des recettes d'exportation mais aussi aux interventions de la BCRG sur les marchés. **Le cours de la monnaie guinéenne reste vulnérable à une chute des cours ou des volumes d'exportation de ses matières premières.** Pour améliorer les réserves de change, les autorités ont pris des **mesures pour inciter les entreprises minières à rapatrier 50% de leurs recettes d'exportation.** **Le niveau des réserves en devises est cependant peu élevé, inférieur à 2,5 mois d'importations selon le FMI.**

⁵ Pays Pauvres Très Endettés

⁶ la CEDEAO avait interdit les transactions financières avec ses institutions membres

⁷ Rapport pays FMI janv. 2023



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Accentuation des tensions politiques et sociales**

Le président Alpha Condé, réélu pour un troisième mandat en octobre 2020 à l'issue d'une élection contestée, a été renversé en septembre 2021, par des militaires, dirigés par M. Doumbouya, chef des Forces spéciales. Le Conseil National pour la Réconciliation et le Développement, présidé par M. Doumbouya a mis en place un gouvernement de transition, dirigé par un civil. La durée de la période transition, initialement fixée à 39 mois mais jugée excessive par une partie de la classe politique et la CEDEAO, a été ramenée à 2 ans, à compter de janvier 2023.

En février 2024, un nouveau Premier ministre, Amadou Oury Bah (le 3^{ème} depuis le début de la période de transition), a été nommé et son gouvernement annoncé en mars. **Le pays a été touché en 2023 par d'importants mouvements de protestation** malgré l'interdiction de toute manifestation politique imposée depuis 2022. La population, qui avait accueilli favorablement le changement de pouvoir, ne voit pas d'amélioration de sa situation au quotidien. Malgré le classement du pays en juillet 2023 dans la catégorie des pays à « revenu intermédiaire de tranche inférieure »⁸ selon le classement Banque Mondiale, la Guinée fait partie des 10 pays avec le plus faible Indice de développement humain (IDH) des Nations Unies et 45 % de la population guinéenne vivrait sous le seuil de pauvreté⁹.

Les critiques se multiplient par ailleurs pour contester la dérive autoritaire du régime et le manque de liberté de la presse. L'opposition s'organise en vue des élections prévues en janvier 2025. Une coalition « Union sacrée » a ainsi été lancée en avril 2024, regroupant plusieurs organisations de la société civile et partis politiques autour de la principale force d'opposition du pays, l'UFDG (Union des forces démocratiques de Guinée).

Un référendum constitutionnel a été annoncé pour fin 2024 mais le projet de nouvelle Constitution n'avait, fin avril 2024, toujours pas été présenté par les autorités, faisant craindre un glissement du calendrier. Un report des élections pourrait provoquer des réactions de la part de la population et / ou des sanctions régionales et internationales, notamment de la part de la CEDEAO.

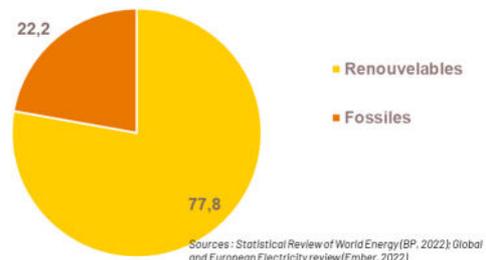
- **Un niveau de gouvernance peu favorable aux investisseurs**

La Guinée est globalement moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins, parmi lesquels figurent des pays dont les performances dans ce domaine sont pourtant faibles, comme le Mali ou la Sierra Leone. Le pays est au 147^{ème} rang (sur 180) de l'indice de perception de la Corruption 2022 de Transparency International (150^{ème} en 2021). Les autorités ont institué une *Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières* (CRIEF), destinée à lutter contre la corruption mais les progrès restent lents. **Le contexte politique et juridique reste difficile pour les entrepreneurs.**

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Guinée est **très vulnérable aux changements climatiques** (159^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse et à l'élévation du niveau de la mer. **Ses émissions de GES restent relativement faibles** (52^{ème} sur 158 pays). Elles ont augmenté de 3,7%/an en moyenne entre 2014 et 2018, soit un léger ralentissement par rapport aux quatre années précédentes (+4,4%/an).

Guinée : production d'électricité par sources, en % (2020=3,2 TWh)



Les GES proviennent pour l'essentiel (plus de 60%) de la production d'énergie utilisant la biomasse. La Guinée prévoit une réduction de l'utilisation du charbon de bois au profit de de l'hydroélectricité et du solaire. La production d'hydroélectricité est assurée notamment par la centrale de Souapiti. Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique, qui n'est que partiellement exploité. **Le sujet de l'environnement dans le cadre de l'exploitation minière constitue un défi de taille** pour le pays. Le secteur minier est le 1^{er} consommateur d'énergie et responsable de pollution des eaux. Le Premier Ministre du gouvernement de transition s'est exprimé début avril 2022 en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers.

⁸ le revenu/ hab. de la Guinée a atteint 1 180 USD, soit un niveau supérieur à celui de pays comme le Rwanda ou l'Ouganda

⁹ Source FMI review 2020



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.